

Publié le 17 avril 2014

L'affaire Brugère, une analyse «post-mortem»

Le 19 mars dernier, Madame Fabienne Brugère, philosophe, invitée par Madame Monique Baujard, directrice du Conseil Famille et Société (un service national sous la responsabilité de la Conférence des évêques de France), devait donner une conférence sur le «care» ou réflexion sur *la place du souci pour autrui*. Cela devait se passer dans le cadre d'une journée de formation destinée aux responsables de la Pastorale Familiale des diocèses de France. Une semaine avant, cette conférence fut annulée par Mgr Brunin, évêque du Havre et président du Conseil Famille et Société. Monseigneur Jean-Louis Brunin n'a donné qu'une seule raison à cette décision assez inédite : «Les conditions du dialogue ne sont pas réunies».

Cette décision d'annuler la conférence avait été prise, dit-on, sous la pression des milieux d'extrême-droite (sic), entre autres par une supplique de 1 100 signatures adressée à Monseigneur Pontier, archevêque de Marseille et président de la Conférence des évêques de France. Ces «milieux d'extrême droite» (*Le Salon Beige, Riposte catholique*) se sont émus du fait que Madame Brugère est une adepte de Judith Butler, connue pour ses positions très féministes favorables au *gender* ; de leur côté, les milieux que l'on ne peut qualifier de droite ont bondi à l'annonce de l'annulation de la conférence. Le journal *La Croix* du 13 mars, dans un article intitulé «Déchirement dans l'Église» signé de son rédacteur en chef, le Père Dominique Greiner, écrit que la décision «passe mal dans une partie de l'épiscopat, qui regrette une reculade sous la pression d'une minorité érigée en police de la pensée». L'épiscopat aurait manqué l'occasion de dialoguer avec les représentants de la pensée contemporaine, ce qui pourtant «fait partie de la nature de sa mission».

Les évêques se sont réunis à Lourdes du 8 au 11 avril. Le discours d'ouverture de Mgr Pontier laissait entendre, en sourdine, qu'on allait étudier ces rapports de force, entre une droite exaspérée tentée par la violence et une gauche tout aussi exaspérée tentée, elle, par une ouverture libérale et sociétale. L'archevêque de Marseille constatait que «le rapport de force, dans une époque où le législatif n'est plus inspiré par les valeurs qui ont fait notre société, peut être ce qui est recherché au détriment de tout effort de réflexion, de confrontation, de conversion même. Nous-mêmes, évêques, nous sommes souvent sollicités ou même requis pour donner caution à des initiatives de tous ordres. Le risque d'être instrumentalisé ou d'instrumentaliser mérite discernement et échange. Notre ministère trouve son inspiration dans la Parole de Dieu, la réflexion de l'Église, la communion épiscopale, l'écoute spirituelle de ce que construit et inspire l'Esprit».

Que penser ?

Mgr Brunin dit que «les conditions du dialogue ne sont pas réunies» et Mgr Pontier que les «rapports de force tentent de remplacer tout effort de réflexion, de confrontation, de réflexion», suggérant qu'il y a un risque que les chrétiens se laissent instrumentaliser dans ces confrontations

où la violence verbale – si ce n'était qu'elle – risque de l'emporter sur la pensée ferme et sereine. Et si les évêques avaient raison ? L'affaire Brugère en est une bonne illustration.

Une erreur de casting ?

Le père Denis Metzinger (délégué diocésain de la Pastorale familiale de Paris) a déclaré à Radio Notre-Dame qu'il s'agissait en fait d'une «erreur de casting» ([Radio Notre-Dame](#)). Une erreur de casting est une erreur dans la distribution des rôles... si le mot «casting» veut toujours dire ce qu'il signifie originellement : la distribution des rôles au cinéma. Dans le cas de la conférence sur le *care* qu'aurait donnée Fabienne Brugère, il n'y avait aucun rôle à distribuer : une femme vient expliquer, dans une réunion de formation de délégués diocésains et paroissiaux, ce qu'est le *care*, ou quelle réflexion tenir sur la sollicitude pour l'autre. Cela semble anodin et même normal, si madame Brugère est spécialiste ou passionnée du *care*. Mais n'est-elle que cela ?

Il se trouve que Madame Brugère est une philosophe féministe, favorable au *gender*. Elle est de plus une ardente partisane de Judith Butler, à qui elle a remis en octobre 2011 le titre de Docteur *Honoris Causa* de l'université de Bordeaux. Elle écrit à son sujet : «Ce sera sûrement la grande philosophe du XXI^e siècle tant les problèmes qu'elle aborde sont à la fois ancrés dans la grande tradition philosophique européenne et totalement liés aux enjeux les plus contemporains. Judith Butler a su, à partir d'une philosophie féministe qui a déconstruit les assignations au genre, écrire une philosophie du pouvoir et des foyers de contestation propres à notre modernité» (Cf. «Entretien avec Fabienne Brugère» sur www.u-bordeaux3.fr/fr).

Fabienne Brugère a beaucoup travaillé sur le *gender*, qu'elle décrit dans son livre *La politique de l'individu* comme «un motif pour agents discriminés qui peuvent faire reconnaître leur existence en toute liberté et déployer leurs propres compétences¹». Reprenant la thèse de Michel Foucauld, elle écrit que «toute sexualité est construite, prise dans une culture qui est un tissage de normes au service d'un besoin de connaître et de discipliner l'humanité. Dès lors, l'hétérosexualité n'est pas plus naturelle que les autres sexualités : elle fait partie d'un dispositif théorique qui vise à élaborer une vérité, une différence entre le normal et le pathologique²». Et «le contrat de mariage est une sorte de contrat de travail qui transforme l'épouse en ménagère et en pourvoyeuse de soin sans pour autant qu'elle reçoive un salaire en échange de son travail» (*id.* p. 99).

Sur la base de ces considérations, Fabienne Brugère prône une «éthique du *care*» qui cesse «d'idéaliser une morale majoritaire imposée par un pouvoir patriarcal» et «s'enracine dans une critique de toutes les formes de puissance, qu'elles soient naturelles ou fabriquées par l'homme». (*id.* p. 64). Ajoutant un peu plus loin (p. 69) que «la voix du *care* ne saurait être pensée en dehors de l'expérience des femmes, de l'exploitation de leur force de travail dans le cadre des tâches de soin» elle en vient à plaider pour une répartition plus «juste» de ces tâches, afin que les hommes soient aussi impliqués que les femmes dans ce domaine. Le *care* est le «soin de l'autre», par lequel elle entend toute personne fragilisée, vulnérable, dans la dépendance : malade, handicapé, enfant. Mais Madame Brugère instrumentalise cet «autre» en soulignant le fait que ce sont le plus souvent les

1 - *La politique de l'individu*, éd. du Seuil, La république des idées 2013, p. 60.

2 - *L'éthique du «care»*, PUF – Que sais-je ? 2011, p. 97.

femmes ou les personnes appartenant à des classes sociales défavorisées qui prennent ce soin en charge, au détriment d'une carrière professionnelle ou d'un épanouissement personnel – d'autant plus qu'il s'agit bien souvent d'un travail dévalorisé et mal payé. Fabienne Brugère utilise donc ce concept de *care* pour démontrer la théorie selon laquelle les femmes sont exploitées, encore une fois, et que ce soin de l'«autre» doit absolument être réparti de façon égale – égalitaire ? – entre femmes et hommes, en étant reconnu à sa juste valeur.

Judit Butler, dont elle s'inspire, est une philosophe féministe américaine qui se réclame de la philosophie postmoderne. Elle soutient la théorie selon laquelle la différence sexuelle (biologique) n'est pas déterminante, et que le *genre* n'est que construit. Déterminé par la culture et la société, qui assignent aux sexes des tâches et des fonctions précises (les garçons jouent au train électrique, les filles à la poupée ; les hommes travaillent à l'extérieur, les femmes restent à la maison et s'occupent du ménage), le genre est dans notre société actuelle identifié au sexe, ce que refusent Judit Butler et ses adeptes. Pour elle, le genre doit être un choix volontaire et quotidien, libéré de toute détermination culturelle ou sociétale. Le sexe extérieur, biologique, ne correspond pas forcément au «genre intérieur», et l'on peut tout aussi bien être homme extérieurement, mais femme intérieurement – et donc se comporter en femme : «L'effet du genre est produit par la stylisation du corps et doit donc être compris comme la façon banale dont toutes sortes de gestes, de mouvements et de styles corporels donnent l'illusion d'un soi *genré durable*³». Tout n'est que construction et «apparence», l'identité elle-même est remise en question et n'a plus de stabilité que celle que la personne concernée veut bien lui donner... C'est ce qu'elle appelle le «*polygender*», ou le «*postgender*» : la différence sexuelle ou de genre n'a en fin de compte même plus lieu d'être, la personne étant libre de construire son genre et de le déconstruire dans une liberté infinie en fonction de ce qu'elle vit au cours des différentes époques de sa vie.

Au vu de cela et dans la crise politique et religieuse actuelle, inviter Fabienne Brugère à parler à des responsables de formation dans l'Église catholique n'est pas une simple erreur de casting, c'est un manque de prudence. Qui en est responsable, le président du Conseil Famille et société, ou la direction laïque de ce service ?

Une guerre autour du concept du *gender*

Nous sommes actuellement au cœur d'une bataille, avant tout politique et idéologique, autour du concept de *gender*. Pour certains, le seul mot de «*gender*» est marqué au fer rouge et a un relent d'anté-Christ. Pour d'autres il s'agit du combat de la libération de la femme, et il devient aussi sacré que l'était jadis le concept de «*classe*». Il faudrait peut-être faire des distinctions simples.

Le concept de «*gender*» est né aux États-Unis, dans une discipline de la psychologie sociale. Il fait partie d'un triptyque d'études sur l'identité sexuelle et s'associe à deux autres : 1. *Sex-orientation*, *gender* -identité et *gender*-rôle : essayant de voir, pour aider les personnes qui souffrent de troubles de l'identité sexuelle, ce qui est dû à l'anatomie et à la physiologie du corps – *nature*, ce qui vient des premières relations de l'enfant avec ses parents – *nurture*, et ce qui est appris – *learning* ; 2. *Gender identity*, qui s'occupe des difficultés que l'on rencontre chez les travestis, le fétichisme, le

3 - *Trouble dans le genre, le féminisme et la subversion de l'identité*, Judith BUTLER, éd. La Découverte / Poche, 2005-2006 pour la traduction française. Nous soulignons.

transsexualisme, etc. On focalise à tort les études sur le genre sur la seule œuvre du Dr John Money⁴. Beaucoup de spécialistes ont, dans son sillage ou en dehors de lui, travaillé cette question de l'identité sexuelle. Citons France, entre autres, une très grande spécialiste : Colette Chiland (www.cairn.info) qui, dans un article publié par *La Recherche*, ne craint pas d'affirmer : «Pour dire les choses brièvement, un enfant mâle ne se développe pas en garçon, un enfant femelle en fille simplement parce que cela découle de la biologie. Il faut à la fois une expérience du corps propre et une confirmation par la culture»⁵.

Mais une autre utilisation du concept de «*gender*» est proprement idéologique et politique, c'est celle de la **Conférence de Pékin** de 1995 sur les femmes. Rassemblée à Pékin, la 4^e conférence des Nations-Unies sur la femme a été l'occasion historique de diffuser cette nouvelle théorie du *gender*. Ce concept y est apparu comme un instrument dialectique efficace pour la déstabilisation de la société, telle que la souhaitait Trotsky⁶. Le terme *gender* apparaît plus de 150 fois dans le document final⁷. Cette déstabilisation de la société est bien analysée par le Chanoine Olivier Bonnewijn, qui écrit : «Une partie des féministes fondent leur combat pour l'égalité des droits sur une vision marxiste de l'histoire. Il leur suffit d'opérer trois légères modifications, déjà préparées par Engels⁸ et développées par l'École de Francfort : 1° remplacer la classe du prolétariat opprimé par celle des femmes ; 2° remplacer la classe capitaliste opprimeuse par celle des hommes ; 3° remplacer l'histoire de la lutte des classes par celle de la lutte des sexes⁹».

On comprend qu'un certain nombre de chrétiens, très sensibilisés à cette utilisation du concept de *gender* comme instrument dialectique de la déstabilisation marxiste de la société, montent au créneau dès qu'il apparaît dans les discussions touchant au mariage ou à l'éducation. La bataille a commencé avec l'apparition de l'enseignement du *gender* dans les manuels de SVT en France, où

4 - Money était professeur de psychologie médicale dans les facultés de Psychiatrie et des *Behavioral Sciences*, de Pédiatrie, au Johns Hopkins Hospital et à l'École de Médecine. Sa réputation internationale le désigne comme un spécialiste en psycho-endocrinologie et dans la sexologie du développement individuel. C'est lui qui introduisit le concept de *gender* en psychologie et en sciences sociales en 1955. Il est responsable de l'idée universellement acceptée qu'il n'y a pas un seul critère de l'identité sexuelle mais plusieurs, allant du critère générique, hormonal, au critère éducatif, sociétal. Dans l'un de ses livres – il en a publié plus d'une trentaine et plus de 300 articles scientifiques – *Man & Woman, Boy & Girl*, publié en collaboration avec Anke A. Ehrhardt, Money s'explique sur le cas de David Reimer, ce garçon dont le pénis avait été détruit à la suite d'une circoncision ratée et que l'on tenta d'élever comme une fille. Ce fut un échec, et cet échec servit à montrer que les déterminations biologiques du corps ne sont pas négligeables dans l'identité sexuelle, bien que ce seul critère ne soit pas le seul. C'est ce que montrent les difficultés des comportements liés à l'homosexualité ou à des malaises dans l'identité sexuelle.

5 - Colette CHILAND, *Du désir de changer de sexe*, La Recherche, Hors série, n°6, novembre 2001.

6 - Léon TROTSKY dans *La Révolution permanente*, écrit : «Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment, en s'accomplissant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre». Les éditions de Minuit, 1963, p. 27.

7 - Cf. LUCIENNE SALLÉ, «La conférence de Beijing : quel développement pour quelle égalité ?», in *Nouvelle revue théologique* 118 (1996), p.321-339.

8 - «Le premier antagonisme des classes coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme unis dans le mariage monogame, et la première oppression d'une classe sur l'autre coïncide avec celle du sexe féminin par le masculin» (Friedrich Engels, *The Origin of the Family, the Property and the State* (1884), International Publisher, New York, 1972, p.65-66). Engels jette ainsi les bases d'une alliance entre marxisme et féminisme. La solution qu'il préconise est principalement d'ordre économique et juridique. Pour lui, il suffit que les femmes puissent facilement divorcer, placer leurs enfants dans des crèches d'état et entrer sur le marché du travail.

9 - Chanoine Olivier BONNEWIJN, *Gender qui es-tu ?* Institut d'Études Théologiques, Institut Universitaire Pierre Goursat, Bruxelles, le 1^{er} novembre 2011.

l'on voit mal dans quel sens le mot «gender» est employé : dans le sens d'un concept théorique de la psychologie sociale ? C'est un concept important pour le traitement des troubles de l'identité sexuelle, mais il n'a aucunement sa place dans un manuel scolaire ; ou comme concept masqué de lutte idéologique marxiste ? Qui peut bien cadrer dans un programme politique socialiste, mais qui n'a pas non plus sa place dans un manuel scolaire. L'école publique doit non seulement être laïque, mais aussi dépolitisée !

Les conditions d'un dialogue

Le dialogue est de tout temps un moyen d'approcher la vérité, et la dialectique d'Aristote en pose très clairement les bases : la confrontation des opinions doit suivre des règles très précises, et les moyens termes, les raisons d'argumentation doivent être des *doxa* : des opinions des sages. Quels sont ces *doxa* qui, dans un dialogue autour de points aussi importants que la sexualité, le mariage, l'éducation, la famille, devraient guider un vrai dialogue, un vrai débat, sinon les enseignements de l'Église, «experte en humanité» ? L'Église n'est pas la seule à fournir les *doxa*, les dialogues œcuménique et inter-religieux peuvent permettre d'arriver à un certain consensus sur les vérités universelles à partir desquelles une civilisation de l'humain doit à tout prix être protégée et développée. *Mais peut-on aller chercher ces doxa chez Judith Butler ?*

Que dire ?

La meilleure chose semble-t-il, dans ces conditions, serait de se taire ! Mais ce n'est pas la bonne solution. Le chrétien doit assumer ses responsabilités, et il doit le faire publiquement. Mais pour ce faire, il faudrait d'abord que les catholiques, de quelque bord qu'ils soient, renoncent à penser et à professer que les vérités premières de l'enseignement de l'Église sont d'abord matière à discussion. Si l'on ne pose pas, en prémisses, des lois universelles telles que la différence et la complémentarité des rôles de l'homme et de la femme dans le mariage et la famille, tout dialogue devient alors une simple confrontation de prises de position idéologiques, qu'elles soient de droite ou de gauche. C'est un débat pourri et piégé d'avance, qui n'aboutira à rien.

Admettre cela clôt-il tout dialogue ? Que non ! Admettre qu'une vérité est première ne signifie pas qu'on en déduit univoquement toutes ses applications secondaires. Cela ne signifie pas non plus qu'on a épuisé ses applications pastorales et sociales. Il y a beaucoup de chemin à faire pour s'ouvrir de façon constructive aux mentalités contemporaines, aux pluralismes conceptuels contemporains, aux souffrances des hommes et des femmes. Pour le dire brièvement, il y a tout à découvrir pour affronter l'agora des opinions contemporaines. Mais ce n'est pas en se laissant instrumentaliser par les idéologies courantes et en les vivant dans un rapport de force qu'on y parviendra.

Agnés Villié – Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr